|  |
| --- |
| AFR 12/9002/2025 – Angola - 6 février 2025 |
| FURTHER INFORMATION | URGENT ACTION | x-FI UA 115/23-2 |
| Des militants libérés après leur détention arbitraire |
| ANGOLA |

Le 6 janvier 2025, les militants Adolfo Campos, Abraão Pedro Santos, Gilson Morreira et Hermenegildo Victor José (connus comme les AGPT4) ont été libérés à la faveur d’une grâce présidentielle accordée le 25 décembre 2024. Arrêtés le 16 septembre 2023, ils avaient été jugés sommairement le 19 septembre 2023, puis déclarés coupables et condamnés, sans aucune preuve, à deux ans et cinq mois d’emprisonnement pour «désobéissance et résistance aux ordres», après avoir tenté de se joindre à une manifestation de solidarité.

Le 6 janvier 2025, les militants Adolfo Campos, Abraão Pedro Santos, Gilson Morreira et Hermenegildo Victor José (connus sous le nom d’AGPT4) ont été libérés à la faveur d’une grâce présidentielle annoncée le 25 décembre 2024.

Ces quatre militants avaient été arrêtés le 16 septembre 2023 à Luanda, la capitale de l’Angola, quelques heures avant de participer à une manifestation pacifique de solidarité avec des chauffeurs de motos-taxis à Luanda. Le 19 septembre 2023, ils ont été condamnés à deux ans et cinq mois de prison pour désobéissance et résistance aux ordres. Leurs avocats ont déposé un recours et une réclamation contre cette décision, qui ont tous deux été rejetés par le tribunal. En détention, la santé d’Hermenegildo Victor José, d’Adolfo Campos et de Gilson Morreira s’est gravement détériorée, en grande partie parce qu’on leur a refusé l’accès à des soins médicaux.

L’annonce de la grâce présidentielle le 25 décembre 2024 est survenue après une année de campagne intensive de la part d’Amnesty International en faveur de la libération de ces quatre militants, avec deux Actions urgentes et d’autres actions menées dans le pays et à l’échelle mondiale. Les Actions urgentes ont contribué à définir le récit de l’affaire, ce qui a porté celle-ci à la connaissance d’autres organisations et personnes et les a convaincues de la nécessité d’une mobilisation urgente.

Dans un message à Amnesty International, Abraão Pedro Santos a déclaré: «Chaque fois que ma femme venait en prison (pour me rendre visite), elle arrivait toujours avec un message d’Amnesty International**.** Chaque fois qu’Amnesty m’envoyait un message par l’intermédiaire de ma femme, je me sentais très motivé et je comprenais que je n’étais pas seul. Je me suis dit que tôt ou tard, Amnesty International me libérerait de prison et voilà, nous sommes libres [...]».

**Aucune action complémentaire n’est requise. Un grand merci à toutes les personnes qui ont envoyé des appels.**